



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.556/2
du 19 juin 2023

advies 73.556/2
van 19 juni 2023

sur

over

un avant-projet de loi 'relative
au statut d'administrateur
d'une personne protégée'

een voorontwerp van wet
'betreffende het statuut van
bewindvoerder over een
beschermde persoon'

Le 2 mai 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relative au statut d'administrateur d'une personne protégée'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 19 juin 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur, et Pauline LAGASSE, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 juin 2023.

*

Op 2 mei 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende het statuut van bewindvoerder over een beschermde persoon'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 19 juni 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur, en Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 juni 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Dès lors que l'avant-projet à l'examen entend adopter de nouvelles dispositions réglementant la profession d'administrateur professionnel, il y a lieu de faire précéder son adoption d'un contrôle de proportionnalité préalable, tel qu'il est défini par la loi du 27 octobre 2020 'relative à un examen de proportionnalité préalable à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession'.

À cet effet, l'auteur de l'avant-projet est tenu :

– de veiller « à ce que [les dispositions de l'avant-projet] ne soient pas directement ou indirectement discriminatoires en fonction de la nationalité ou du lieu de résidence » (article 5 de la loi du 27 octobre 2020) ;

– de veiller à ce que les dispositions de l'avant-projet « soient justifiées par des objectifs d'intérêt général », notamment la protection des bénéficiaires de services (article 6 de la loi du 27 octobre 2020) ;

– de procéder « à un examen de proportionnalité conformément [aux articles 7 et 8 de la loi du 27 octobre 2020] » et d'accompagner les dispositions de l'avant-projet d'une « explication qui est suffisamment détaillée pour permettre d'apprécier le respect du principe de proportionnalité », cette explication devant reposer sur des « éléments probants qualitatifs et, dans la mesure du possible et lorsque cela est pertinent, quantitatifs » (article 7, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de la loi du 27 octobre 2020) ;

– de veiller à mettre « l'information à la disposition des citoyens, des bénéficiaires de services et des autres parties prenantes concernées, y compris celles qui ne sont pas membres de la profession concernée », sur un portail fédéral unique (article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 octobre 2020) ;

– d'associer « dûment toutes les parties prenantes concernées et leur donne[r] la possibilité d'exprimer leur point de vue » (article 10 de la loi du 27 octobre 2020) ;

– de mener des consultations publiques lorsque cela est nécessaire et approprié (article 11 de la loi du 27 octobre 2020).

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

L'auteur de l'avant-projet veillera par conséquent au correct accomplissement de ces formalités préalables. À cet égard, son attention est attirée sur le fait que l'exposé des motifs devra contenir une explication détaillée relative à l'examen de proportionnalité devant être réalisé conformément aux articles 7 et 8 de la loi du 27 octobre 2020. Il serait également préférable de compléter l'exposé des motifs afin d'expliciter la manière dont il a été veillé au respect des articles 5, 6, 9, 10 et 11 de la loi du 27 octobre 2020 ¹.

2. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, ainsi qu'avec, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre notamment de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adopté par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, l'avant-projet, notamment en ce qu'il instaure un registre national des administrateurs professionnels, organise plusieurs traitements de données à caractère personnel. Les dispositions en lien avec de tels traitements doivent être soumises à l'Autorité de protection des données.

Le fonctionnaire délégué a précisé que cet avis a été demandé parallèlement à la saisine du Conseil d'État.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, à savoir d'autres modifications que celles visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'objet de l'avant-projet est d'établir une distinction entre les « administrateurs familiaux » et les « administrateurs professionnels », lesquels, aux termes de l'exposé des motifs, font de l'administration des personnes protégées « une activité professionnelle », et de s'assurer, toujours selon l'exposé des motifs, que ces derniers offrent des garanties suffisantes pour exercer une fonction mettant en jeu la protection de personnes vulnérables. Les administrateurs

¹ Voir en ce sens, concernant les professions en matière de soins de santé, l'avis 72.529/2 donné le 5 décembre 2022 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, en vue d'y insérer l'aide-infirmier et l'infirmier chercheur clinicien' (*Doc. parl*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3269/001, pp. 30 à 35).

professionnels devront donc satisfaire à un certain nombre de conditions pour pouvoir exercer la fonction, ce qui se matérialisera par une inscription au registre national des administrateurs professionnels. Ils devront respecter un Code de déontologie dont le contenu sera déterminé par le Roi.

2. L'exposé des motifs mentionne que « la plupart des administrateurs professionnels appartiennent à des professions réglementées », tel étant le cas des avocats, des notaires et des huissiers de justice. Le commentaire de l'article 27 de l'avant-projet expose que « [...]les administrateurs professionnels n'appartiennent pas tous à une profession réglementée ». En d'autres termes, exercer une profession réglementée n'est pas une condition pour être administrateur professionnel.

Pour être et rester inscrits au registre national des administrateurs professionnels, les candidats administrateurs professionnels et les administrateurs professionnels devront notamment « présenter des garanties d'aptitude, d'indépendance et d'impartialité nécessaires à l'exercice de leur mission d'administrateur » et « ne pas avoir fait l'objet d'une sanction disciplinaire incompatible avec l'exercice de la fonction d'administrateur » (article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, en projet du Code judiciaire - article 26 de l'avant-projet). Lorsque l'impétrant exerce une profession réglementée, la vérification de ces conditions est confiée notamment aux organes des professions réglementées (article 555/24, § 1^{er}, 2^o, et 555/25, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, en projet du Code judiciaire - articles 27 et 28 de l'avant-projet). Ce sont également ces organes qui infligent les sanctions disciplinaires lorsque l'administrateur professionnel commet une faute professionnelle (articles 456, alinéa 1^{er}, 460, alinéa 1^{er}, deuxième à quatrième phrases, et 555/3 du Code judiciaire, tels qu'ils sont modifiés par les articles 12 à 14 de l'avant-projet).

À la question de savoir comment seront réglées ces questions pour un administrateur professionnel n'exerçant pas une profession réglementée, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« Comme il est relevé à juste titre, il n'est pas dans les intentions des auteurs du projet de loi d'imposer au titre de condition, l'appartenance à une profession réglementée. Certains administrateurs professionnels, à l'heure d'aujourd'hui n'appartiennent pas (on pense aux administrateurs volontaires formés par des associations qui au regard des dispositions de l'ancien Code civil, appartiennent à la catégorie des administrateurs professionnels) ou plus (avocats honoraires, notaires honoraires, ...) et disposent d'une sérieuse expertise dans ce domaine.

Il existe en effet une différence de traitement selon que l'administrateur professionnel appartient à une profession réglementée (avocat, notaire et huissier) ou pas. Il existe déjà un lien entre la déontologie des professions réglementées et l'exercice par certains de ses membres d'un mandat de justice (article 2.7 du Code de déontologie de l'avocat de l'[Ordre des barreaux francophones et germanophone] et article 162 du *Codex Deontologie voor advocaten* de l'[Orde van Vlaamse Balies]). La présente réglementation n'allait pas remettre en cause ce lien, tout en affirmant que ces deux déontologies doivent rester distinctes. Il appartiendra toutefois aux mêmes instances de faire respecter deux codes déontologiques et de prendre certaines sanctions propres, non pas à la profession réglementée mais à la fonction d'administrateur professionnel.

La logique d'un nécessaire lien entre les missions relevant d'une profession réglementée et celles d'administrateur, en maintenant une distinction entre les deux fonctions en raison des intérêts distincts qu'elles assument, est affirmée comme suit :

'Ce contrôle des autorités disciplinaires se comprend. Il est possible qu'un des comportements sanctionnés disciplinairement par ce code le soit aussi par le code déontologique de la profession réglementée à laquelle ils appartiennent. Vu ce qui précède, il paraît opportun de reconnaître de nouveaux pouvoirs de sanction propres à la fonction d'administrateur aux organes disciplinaires de la profession réglementée, de manière à ce qu'ils prennent des décisions cohérentes sur base de tous les éléments pertinents. Ils disposeront désormais d'un pouvoir de sanction disciplinaire relatif à l'inscription de l'administrateur dans le registre des administrateurs professionnels. [...] L'administrateur exerce une mission avec des objectifs et selon des modalités de nature différente. Il est désigné par le juge de paix (articles 496 à 496/3 de l'ancien Code civil). L'administrateur va assister ou représenter la personne protégée dans l'accomplissement de plusieurs actes qu'elle ne peut plus accomplir seule (article 494, b) et c), de l'ancien Code civil). Il ne peut ainsi accomplir un acte juridique ou un acte de procédure que s'il relève de la mesure de protection judiciaire (articles 498/2, alinéas 1^{er} et 2, et 499/1, §§ 1^{er} et 2, de l'ancien Code civil). Il veille à accroître, dans la mesure du possible l'autonomie de la personne protégée (article 497, alinéa 2, de l'ancien Code civil). Il doit respecter autant que possible les principes pour lesquels la personne protégée a opté dans sa déclaration de préférence (article 499/1, § 3, de l'ancien Code civil). Malgré cette mise sous protection judiciaire, un administrateur ne peut pas non plus accomplir certains actes à caractère personnel (article 497/2 de l'ancien Code civil). Certes, ce nouveau code devrait intégrer certains grands principes qu'on retrouve dans le code de déontologie des avocats : les principes de dignité, de probité et de délicatesse qui doivent garantir un exercice adéquat de la profession (article 456, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire), mais pas uniquement. En effet, ce Code de déontologie pourrait notamment faire partie des mesures de mise en œuvre des principes d'autonomie et de capacité juridique rappelés dans les articles 4 et 12 de la convention des nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées' (projet de loi relative au statut d'administrateur d'une personne protégée, exposé des motifs, pp. 14, 37 et 38).

Faute pour l'administrateur professionnel n'appartenant pas à pareille profession de pouvoir apporter la preuve de la satisfaction de condition d'aptitude, d'indépendance et d'impartialité par cet avis, elle pourra être apportée par le candidat lui-même. Ces trois conditions pourront également être étayées par l'enquête du SPF sur les causes d'incompatibilité de l'article 496/6 de l'ancien Code civil ou par l'avis du ministère public sur la moralité et l'aptitude professionnelle du candidat demandée auprès du ministère public. Il est possible que l'avis des présidents des juges de paix puisse être éclairant sur leur pratique en particulier lorsque le candidat qui appartient à cette catégorie d'administrateur professionnel a déjà exercé des missions dans l'arrondissement avant que la future loi ne soit en vigueur (par exemple des administrateurs dits 'volontaires' qui sont des administrateurs professionnels sans appartenir à une profession réglementée).

Les administrateurs professionnels qui ne sont ni avocats, ni huissiers, ni notaires, ne sont pas soumis à un contrôle d'instances disciplinaires spécifiques, même si ceux-ci sont tenus de respecter des règles de déontologie spécifiques.

Il n'en demeure pas moins que le non-respect des règles de déontologie peut constituer un indice de manquement grave ou de fraude au sens de l'article 497/8, alinéa 1^{er}, 5^o, de l'ancien Code civil ou s'est concrétisé par des faits qui ont donné lieu à une condamnation pénale – ce qui donnera lieu à la réévaluation de l'inscription – avec la possibilité pour le ministre de la Justice ou le fonctionnaire délégué par lui de prendre, à cette occasion, une mesure disciplinaire de suspension d'un an au maximum ou de radiation

du [registre national des administrateurs professionnels] (article 555/26, § 2, alinéa 3, du Code judiciaire).

Le pouvoir disciplinaire du ministre de la Justice ou du fonctionnaire délégué par lui évoqué ci-avant ne peut être exercé que vis-à-vis de l'administrateur n'appartenant pas à une profession réglementée. En effet, si tel n'est pas le cas, la discipline des administrateurs professionnels est exercée exclusivement par les instances disciplinaires de la profession dont ils dépendent (exposé des motifs, p. 14). Le ministre de la justice n'est pas en droit de sanctionner disciplinairement une deuxième fois les mêmes faits (manifestation du principe '*non bis in idem*') ».

L'avant-projet sera complété afin de mentionner clairement les règles applicables aux administrateurs n'exerçant pas une profession réglementée en vue de tenir compte des différences de traitement découlant inévitablement du fait que les administrateurs professionnels qui exercent également une profession réglementée se voient soumis à un encadrement, lequel est, par hypothèse, inexistant pour les administrateurs professionnels n'exerçant pas une profession réglementée, étant entendu que ces différences de traitement doivent pouvoir être justifiées au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

3. L'exposé des motifs utilise à plusieurs reprises l'expression d'« administrateur volontaire » ou d'« administrateur professionnel volontaire ».

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'adjectif « volontaire » doit être omis lorsqu'il s'attache à l'expression « administrateur professionnel » dès lors que, ne figurant pas au dispositif, il peut être source d'ambiguïté.

4. L'exposé des motifs mentionne à plusieurs reprises le « registre national des acteurs judiciaires ».

Interrogé sur la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'écrire plutôt « registre national des administrateurs professionnels », le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« C'est exact, il existe à l'un ou l'autre [emplacement du texte] une référence au registre national des acteurs judiciaires, ancienne appellation du [registre national des administrateurs professionnels].

→ ces références seront corrigées dans l'exposé des motifs et dans le texte de l'article 34 du projet de loi ».

Il sera procédé de la sorte.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 3

Article 494 en projet du Code civil

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'administrateur professionnel sera défini comme suit :

« c)/2 administrateur professionnel : administrateur de la personne et/ou des biens qui ne répond pas à la définition du *littera* c)/1 et qui est inscrit au registre national des administrateurs professionnels ».

Article 4

Article 496/2 en projet du Code civil

Le commentaire de l'article 4 expose que, par souci de clarté, il a été décidé d'explicitier clairement dans le dispositif que le juge de paix doit refuser d'homologuer la désignation de l'administrateur si celui-ci a été suspendu.

Or, le texte en projet ne contient pas cette précision puisqu'il ne mentionne que le refus d'homologation lorsque la personne désignée s'est vu refuser l'inscription au registre national des administrateurs professionnels ou lorsque cette inscription a été radiée.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'avant-projet sera complété afin de correspondre à l'intention de son auteur.

Article 5

Article 496/3 du Code civil

Après la modification apportée par le 2° à l'article 496/3, alinéa 3, de l'ancien Code civil, l'administrateur familial sera encore désigné

« en tenant compte de l'opinion de la personne à protéger ainsi que de sa situation personnelle, de la nature et de la composition du patrimoine à gérer et de la situation familiale de la personne à protéger ».

L'alinéa 5 en projet dispose que l'administrateur professionnel est désigné en tenant compte :

« 1° de l'opinion de la personne à protéger, de sa situation personnelle, de ses conditions de vie et de sa situation familiale ;

2° de la nature et de la composition du patrimoine à gérer, si la personne doit exercer la fonction d'administrateur des biens ».

Dès lors que l'intention de l'auteur de l'avant-projet est d'établir des critères similaires pour la désignation de l'administrateur familial et pour celle de l'administrateur professionnel, il y a lieu, de l'accord du fonctionnaire délégué, d'adopter un contenu et une présentation identiques pour les alinéas 3 et 5 de l'article 496/3 (et non l'article 496, comme mentionné par erreur dans le commentaire de l'article, celui-ci devant être rectifié en conséquence).

Article 6

Article 496/6 en projet du Code civil

Le commentaire de l'article expose que,

« [s]i le nouvel article ne remet pas en cause le principe selon lequel le juge conditionne la désignation d'un administrateur dans un dossier à l'absence d'une des causes d'incompatibilité visées par cet article, il prévoit que l'autorité chargée de l'inscription de l'administrateur professionnel dans le registre national des administrateurs professionnels, fasse de même au moment de l'introduction de la demande d'inscription ».

L'article en projet est toutefois muet concernant le refus d'inscription des administrateurs professionnels dans le registre national des administrateurs professionnels pour cause d'incompatibilité. Cette question est réglée aux articles 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, et 555/25, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet du Code judiciaire.

Le commentaire de l'article 6 sera adapté en conséquence.

Article 7

Article 496/7 en projet du Code civil

1. Au 1^o, l'on se demande pour quelle raison n'est pas prévue également la demande du procureur du Roi, comme c'est le cas à la première phrase de l'article 496/7 de l'ancien Code civil.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le dispositif sera modifié afin que, comme c'est le cas pour le remplacement de l'administrateur ou la modification des pouvoirs conférés à celui-ci, le ministère public puisse demander son remplacement lorsque l'une des causes d'incompatibilité fondées sur l'article 496/6, alinéa 1^{er}, de l'ancien Code civil est rencontrée.

2. L'article 496/7, alinéa 1^{er}, troisième phrase, en projet de l'ancien Code civil doit être complété pour organiser la manière dont le juge de paix pourra être informé de ce que l'administrateur professionnel n'est plus inscrit dans le registre national des administrateurs professionnels.

3. Au 2^o, l'article 496/7, alinéa 3, en projet de l'ancien Code civil ne précise pas le contenu de la formation que le juge de paix peut, le cas échéant, exiger de l'administrateur familial.

Ses contours doivent faire l'objet d'une habilitation au Roi.

Article 9

Article 497/5 en projet du Code civil

1. La disposition en projet entend remplacer les quatre premiers alinéas de l'article 497/5 du Code judiciaire, consacrés à la rémunération des administrateurs.

Alors que la disposition remplacée par l'avant-projet prévoyait une rémunération dont le montant ne pouvait dépasser trois pour cent des revenus de la personne protégée, la disposition en projet énonce que le juge de paix peut attribuer à l'administrateur une rémunération forfaitaire de base s'élevant à 900 euros, ainsi qu'une rémunération forfaitaire complémentaire par an et par administration, sur la base des revenus de la personne protégée, correspondant à un pourcentage de sa rémunération variant de 6 à 8 % des revenus en fonction de la tranche de revenus considérée.

Il est précisé ce qui suit dans le commentaire de la disposition :

« Actuellement, la rémunération des administrateurs diffère d'un arrondissement à l'autre. Cet article a dès lors, en combinaison avec l'arrêté royal prévu dans cet article, pour objectif d'établir un système simple, transparent, uniforme et juridiquement sûr, garantissant une juste rémunération de l'administrateur professionnel, tant en ce qui concerne la rémunération des prestations effectuées et les frais exposés dans le cadre de la gestion quotidienne de l'administration que celle des devoirs exceptionnels accomplis.

[...]

La nouvelle réglementation n'a pas pour finalité de porter atteinte à la dignité humaine de la personne protégée. La rémunération ne peut donc pas affecter le montant du revenu d'intégration prévu par le régime du règlement collectif de dettes, en particulier le montant protégé par les articles 1409 et 1412 du Code judiciaire (cf art. 1675/9, § 4 du Code judiciaire). Dans la mesure où la personne protégée ne dispose pas de revenus suffisants pour payer la rémunération de base, la différence pourrait être payée par le CPAS, sur la base de l'article 1^{er} de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale (loi-CPAS). C'est déjà le cas dans la plupart des cantons.

[...]

Sur la base de ce taux progressif, l'administrateur ne perçoit une rémunération que lorsque la personne protégée dispose de revenus supérieurs à 20 000 € par an.

Si le revenu de la personne protégée reste inférieur à la tranche de revenus de 20 000 euros/an, l'administrateur reçoit une rémunération de base de 900 euros par an (75 euros/mois). Si la personne protégée a un revenu plus élevé, une rémunération supplémentaire est versée, à savoir un pourcentage de ces revenus ».

En remplaçant la rémunération de trois pour cent des revenus de la personne protégée qui étaient mis à sa charge par un forfait de 900 euros, la disposition en projet constitue un recul sensible dans les droits sociaux de la personne protégée, qu'il y a lieu de justifier au regard du principe de *standstill* consacré par l'article 23 de la Constitution. En effet, ce changement de régime peut impliquer que les personnes disposant d'un faible revenu, ce qui par hypothèse, est la catégorie concernée par le forfait, vont se voir imposer une charge pour l'administration de leur personne ou de leurs biens qui peut doubler voire tripler par rapport à la charge que représente le pourcentage de trois pour cent de leurs revenus tel que cela est prévu par l'actuel article 497/5 du Code judiciaire.

Cette justification s'impose d'autant plus qu'au terme de l'article 35 de l'avant-projet, l'article 9 devrait entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2023², aucune disposition transitoire n'étant prévue pour les administrations en cours. Il en résulte que les personnes concernées par une administration en cours peuvent voir la charge financière liée à l'administration qui les concerne fortement augmenter.

En outre, comme cela ressort du commentaire de la disposition, si la personne protégée ne dispose pas de revenus suffisants pour prendre en charge la rémunération de base de l'administrateur, la différence pourrait être prise en charge par les centres publics d'action sociale. Or le principe de loyauté fédérale consacré par l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution oblige chaque législateur à veiller à ce que l'exercice de sa propre compétence ne rende pas impossible ou exagérément difficile l'exercice de leurs compétences par les autres législateurs. Il y aura lieu de démontrer que tel n'est pas le cas en l'espèce, l'autorité fédérale n'étant plus compétente pour le financement général des centres publics d'action sociale.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, il y a lieu d'écrire, conformément à l'article 497/8 et de l'accord du fonctionnaire délégué :

« Après examen et approbation du rapport visé aux articles 498/3, 498/4, 499/14 ou 499/17, conformément à l'article 497/8, le juge de paix peut [la suite comme à l'avant-projet] ».

3. De l'accord du fonctionnaire délégué, au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il y a lieu d'écrire :

« sur la base des revenus annuels de la personne protégée, calculée comme suit : [la suite comme à l'avant-projet] ».

4. Il y a lieu de mentionner clairement, dans le texte de l'avant-projet, si telle est bien l'intention de son auteur, que le juge de paix :

1° ne peut allouer aucune rémunération au parent ou aux parents de la personne protégée pour les prestations fournies dans le cadre de la gestion quotidienne du patrimoine de la personne protégée ;

2° peut allouer au parent ou aux parents de la personne protégée une rémunération en rapport avec les devoirs exceptionnels accomplis, conformément au paragraphe 2 ;

3° peut dédommager le parent ou les parents de la personne protégée pour les frais engagés dans le cadre de la gestion quotidienne.

Compte tenu de cette modification, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si les mots « Sauf dans des circonstances exceptionnelles », qui ouvrent le nouveau paragraphe 4, doivent être maintenus.

² Voir toutefois l'observation n° 3 formulée sous les articles 34 et 35.

Article 10

Article 497/8 en projet de l'ancien Code civil

L'article 10 prévoit la communication des indices sérieux de manquements ou de fraude dans la gestion d'un administrateur professionnel au SPF Justice et, le cas échéant, au bâtonnier, à l'auditorat visé à l'article 533 du Code judiciaire ou à la Chambre des notaires.

Le commentaire de l'article précise que

« [l]a nature de ces fraudes ou de ces manquements n'est pas pour autant mentionnée dans le registre, seule leur existence doit être communiquée ».

La section de législation n'aperçoit cependant pas comment des indices de fraudes ou de manquements pourraient être communiqués sans mentionner la nature de ces fraudes et manquements.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le commentaire de l'article 10 sera mis en harmonie avec le texte de l'article 497/8 en projet de l'ancien Code civil.

Article 20

Article 555/18 en projet du Code judiciaire

À l'article 555/18, alinéa 2, *in fine*, en projet du Code judiciaire, l'intitulé du RGPD doit être mentionné de manière complète en insérant les mots « (règlement général sur la protection des données) ».

Article 22

Article 555/20 en projet du Code judiciaire

1. Il résulte de l'article 36, paragraphe 4, du RGPD, combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, ainsi qu'avec, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', que, lorsqu'une mesure réglementaire fondée sur une mesure législative qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel, est élaborée, l'autorité est tenue de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données.

Indépendamment du fait qu'une législation nationale n'est pas autorisée à confirmer un texte européen qui, tel le RGPD, est pourvu de l'effet direct dans l'ordre juridique interne, il est donc inutile de confirmer cette obligation à l'article 555/20, § 1^{er}, *in fine*.

La même observation vaut pour l'article 555/21 en projet du Code judiciaire (article 23 de l'avant-projet).

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire, dans la version française, « est tenu » et non « est tenue ».

Article 26

Article 555/23 en projet du Code judiciaire

1. De l'accord du fonctionnaire délégué, au paragraphe 1^{er} en projet de la version française, il y a lieu d'écrire « du ministre de la Justice ou du fonctionnaire délégué par lui ».

2. Le paragraphe 2 en projet détermine les conditions à remplir pour qu'un candidat administrateur professionnel puisse être inscrit au registre national des administrateurs professionnels.

Or, certaines conditions, à savoir le fait d'avoir suivi « une formation continue agréée de quatre heures au cours de l'année écoulée » (1°, *in fine*) ou le fait de « respecter [le Code de déontologie] pendant toute la durée de l'inscription » (2°, *in fine*), ne s'appliquent pas au candidat administrateur professionnel qui sollicite une inscription au registre mais à l'administrateur professionnel en fonction qui sollicite la prolongation de son inscription.

De l'accord du fonctionnaire délégué, conformément à l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il y a lieu de mentionner uniquement à l'article 555/23, § 2, en projet à la fois les conditions relatives à l'inscription et à la prolongation de l'inscription en adaptant la phrase introductive.

3. La section de législation s'interroge sur la condition d'impartialité posée par le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, dans le chef du candidat administrateur professionnel dès lors que celui-ci doit promouvoir les intérêts de la personne protégée. Il doit donc, en quelque sorte, être partial en faveur de la personne protégée, ce qui n'est pas incompatible avec son indépendance.

Le fonctionnaire délégué a exposé ce qui suit à ce sujet :

« La remarque appelle la clarification suivante : le commentaire de l'article 26 du projet de loi donne des éclaircissements sur le champ d'application de l'obligation d'indépendance et d'impartialité [et] précise spécifiquement à ce sujet que [l]'administrateur devra présenter également un certain nombre de qualités personnelles qui lui permettront d'exercer son office sous les meilleurs auspices : il devra ainsi être indépendant et impartial. plus précisément, il devra démontrer qu'il agit dans l'intérêt de la personne sans être influencé par les intérêts et la pression des proches ou des personnes tierces ».

Il est donc clair qu'il devra être partial vis-à-vis de la personne protégée puisqu'il devra privilégier ses intérêts, ce qui est déjà indiqué dans le texte de l'exposé des motifs actuel ».

C'est à la lumière de cette explication que l'exigence d'impartialité devra être appliquée dans la pratique.

4. Selon le commentaire de l'article 26,

« [l]'administrateur devra apporter les preuves qu'il dispose des capacités matérielles et financières pour exercer cette fonction : on pense particulièrement à l'existence d'un contrat d'assurance en responsabilité professionnelle ».

Cette condition ne figure cependant pas dans le texte de l'avant-projet.

Si l'auteur de celui-ci entend le compléter en ce sens, il y aura lieu d'y mentionner précisément ce qu'il entend par « capacités matérielles et financières pour exercer cette fonction ». Dans le cas contraire, le passage précité du commentaire de l'article doit être omis.

Interpellé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a exposé ce qui suit :

« La remarque [...] peut être suivie.

Cela ne figure pas explicitement dans l'avant-projet mais la preuve des capacités matérielles et financières entre dans le champ de la compétence d'aptitude professionnelle dont il est question au nouvel article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code judiciaire.

Comprenez sous le vocable matériel, notamment certaines formes d'investissements humains afin d'assurer des échanges avec la personne protégée et le faire participer à la gestion lorsque c'est possible et éventuellement du personnel pour le seconder dans les missions dont il a été chargé. Comme cela a été précisé dans l'exposé des motifs, les exigences de capacités financières requises sont assez limitées : l'existence d'un contrat d'assurance en responsabilité professionnelle (projet de loi relatif au statut d'administrateur d'une personne protégée, exposé des motifs, commentaire de l'article 26, pp. 46-47).

⇒ L'exposé des motifs sera clarifié sur ce point ».

Il ne paraît pas suffisant de compléter l'exposé des motifs ou le commentaire de l'article pour dissiper la différence entre le dispositif et son commentaire sur les questions posées. C'est le dispositif lui-même qui doit être clarifié pour rendre explicite l'intention poursuivie, en ce compris sur les aspects mis en avant par la réponse reproduite ci-dessus.

Article 27

Article 555/24 en projet du Code judiciaire

1. Il semble résulter de manière implicite de l'article 555/24, § 2, en projet du Code judiciaire que c'est le SPF Justice qui statue quant à la recevabilité des demandes d'inscription au sein du registre et sur l'existence d'une cause d'incompatibilité. Cette lecture du paragraphe 2 en projet est confirmée par l'exposé des motifs.

Pareille attribution de compétence n'est pas admissible. C'est au ministre de la Justice lui-même que cette compétence doit être conférée.

Cette observation vaut également pour l'article 555/25, § 1^{er}, alinéa 3, en projet du Code judiciaire (article 28 de l'avant-projet).

2. Aux termes du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet,

« le SPF Justice recueille les informations sur les causes d'incompatibilités visées à l'article 496/6, alinéa 1^{er}, de l'ancien Code civil, sur la moralité et sur l'aptitude professionnelle du candidat auprès du ministère public ».

Cette disposition appelle plusieurs observations :

a) La question se pose de savoir si la « moralité du candidat » concerne uniquement l'absence d'une condamnation visée à l'article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, en projet du Code judiciaire dès lors que le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet de la même disposition ne paraît pas prévoir de condition de moralité plus large que l'absence de condamnation.

Sur cette question, le fonctionnaire délégué s'est exprimé comme suit :

« [Cette] remarque [...] appelle les commentaires suivants : l'avis sur la moralité de l'administrateur n'est pas limité à la preuve d'une condamnation pénale. Il participe à l'instruction générale de l'administration sur la satisfaction de l'ensemble des conditions par le candidat administrateur mais dans la limite de ses prérogatives en matière d'enquête.

Cela ne vise pas que les condamnations. Tous les dossiers ouverts à l'encontre d'une personne n'aboutissent pas forcément à une condamnation. Il peut y avoir eu médiation pénale, suspension du prononcé, classement sans suite pour poursuite inopportune, etc.

Le fait qu'il n'y ai pas eu condamnation, ne veut pas dire que des faits incompatibles avec la fonction d'un administrateur, n'ont pas été commis et reconnus ».

Le commentaire de la disposition sera complété en ce sens.

b) De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article 555/24, § 2, alinéa 1^{er}, sera adapté en manière telle que le ministère public ne sera habilité à fournir des informations que sur la moralité du candidat et non sur ses aptitudes professionnelles.

3. Le paragraphe 2, alinéa 2, seconde phrase, en projet crée une fiction inutile en disposant que, si l'avis des présidents des juges de paix et des juges au tribunal de police des arrondissements concernés n'est pas donné dans le délai requis, il « est réputé favorable ».

Il suffit de disposer que, dans ce cas de figure, il est passé outre à l'exigence de la formalité concernée.

4. Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, seconde phrase, *in fine*, doit préciser comment se détermine le jour de prise de cours du délai de sept jours qui y est mentionné.

La même observation vaut pour l'article 555/26, § 2, alinéa 3, *in fine*, en projet (article 29 de l'avant-projet).

Articles 27 et 28

Article 555/24, § 3, alinéa 2, en projet du Code judiciaire

Article 555/25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet du Code judiciaire

Il résulte des dispositions à l'examen que l'inscription d'un administrateur professionnel au registre des administrateurs professionnels dure deux ans et qu'elle peut être prolongée pour une même période s'il continue à satisfaire aux conditions d'inscription.

Ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, il peut y avoir plusieurs prolongations successives de l'inscription.

Il y a lieu de le mentionner expressément dans l'avant-projet.

Article 28

Article 555/25 en projet du Code judiciaire

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2^o, en projet dispose que l'avis du représentant de la profession réglementée exercée par le « candidat » administrateur

« mentionne également si l'administrateur semble en mesure de traiter de nouveaux dossiers ».

Cette disposition appelle les observations suivantes :

a) De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de mentionner l'administrateur et non le candidat administrateur. En effet, comme il a déjà été exposé, dans l'hypothèse d'un renouvellement de l'inscription, l'on a affaire à un administrateur professionnel demandant le renouvellement de son inscription et non à un candidat administrateur professionnel sollicitant son inscription.

b) La mention de l'aptitude à traiter de nouveaux dossiers n'aurait de sens que si cette aptitude était une condition au renouvellement de l'inscription. Or, l'avant-projet ne prévoit pas une telle condition.

Plus fondamentalement, si, au moment où la demande de prolongation de son inscription est examinée, l'administrateur professionnel n'est pas en mesure de traiter de nouveaux dossiers, la section de législation se demande pour quelle raison son renouvellement devrait être refusé : il suffit de ne plus le désigner pendant un certain temps.

Interrogé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a répondu comme suit :

« C'est justement dans cette hypothèse que la prolongation peut être assortie d'une suspension (art. 555/25, § 2, alinéa 3) qui aura pour effet que l'administrateur ne pourra pas prendre de nouveaux dossiers pendant un certain temps ».

Il est pris acte de cette explication.

2. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet dispose que le ministre de la Justice ou le fonctionnaire délégué par lui fait droit à la demande de renouvellement de l'inscription lorsque l'administrateur n'a fait l'objet, au cours des deux ans écoulés,

« d'aucune condamnation coulée en force de chose jugée, même avec sursis, à une peine criminelle ou correctionnelle, à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière ».

Cela n'implique pas qu'une condamnation fait d'office obstacle à la prolongation de l'inscription au registre national des administrateurs professionnels. En effet, conformément à l'article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o, en projet du Code judiciaire, le ministre de la Justice apprécie si la condamnation ne constitue « manifestement pas un obstacle à l'exercice de l'activité d'administrateur professionnel ». Il y a lieu de le rappeler dans le commentaire de l'article.

Par ailleurs, l'article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o, en projet du Code judiciaire dispose que cette appréciation est faite uniquement par le ministre de la Justice alors que l'article 555/25, § 2, alinéa 3, en projet implique qu'elle peut être faite par le ministre de la Justice ou son délégué.

Les deux dispositions seront harmonisées.

3. L'article 555/25, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet, contrairement à l'article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 5^o (article 26 de l'avant-projet), ne reproduit pas les mots « et des condamnations qui, selon le ministre de la Justice, ne constituent manifestement pas un obstacle à l'exercice de l'activité d'administrateur professionnel ».

La question se pose de savoir si un membre de phrase identique ne doit pas figurer également à l'article 555/25, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet.

4. Le paragraphe 2, alinéa 3, fait état de la possibilité, pour le ministre de la Justice ou le fonctionnaire délégué par lui, d'assortir la prolongation d'une mesure de suspension pour une durée qui ne peut excéder un an.

Il y a lieu de préciser dans l'avant-projet dans quels cas une suspension peut être ordonnée.

Interpellé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a précisé que cette sanction ne sera appliquée que lorsqu'il résulte du dossier que l'administrateur n'est pas en mesure de prendre de nouveaux dossiers, notamment sur la base de l'avis du représentant de la profession réglementée.

Article 29

Article 555/26 en projet du Code judiciaire

1. Il y a une contradiction entre le paragraphe 2, 1^o, en projet, aux termes duquel l'administrateur professionnel est désinscrit d'office du registre par le SPF Justice lorsque ce dernier prend connaissance d'une décision contenant ou emportant la suspension, et l'article 555/27, § 2, en projet du Code judiciaire (article 30 de l'avant-projet), qui dispose qu'un administrateur suspendu « reste inscrit dans le registre mais ne peut pas être désigné dans des nouveaux dossiers ». On ne peut à la fois être désinscrit et rester inscrit.

De même, au paragraphe 2, alinéa 3, il y a une contradiction à prévoir la possibilité, pour le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui, de prononcer une suspension alors que l'article concerne la désinscription et que la suspension n'implique pas la désinscription.

Interpellé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a annoncé ce qui suit pour donner suite à cette observation :

« [L]e projet de texte supprimera tout lien entre la sanction de suspension et la désinscription puisqu'un administrateur suspendu reste inscrit dans le [registre national des administrateurs professionnels]. Il précisera en revanche que le SPF Justice procédera à la suspension de l'inscription lorsqu'il prendra connaissance d'une décision contenant ou emportant cette suspension ».

2. Le paragraphe 2, alinéa 3, dispose que c'est le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui qui examine si les conditions d'inscription sont toujours remplies, en ce qui concerne notamment l'existence d'une condamnation pénale. Or, en vertu de l'article 555/23, § 2,

alinéa 1^{er}, 5°, en projet du Code judiciaire, c'est seulement le ministre et non le fonctionnaire délégué par lui qui apprécie si une condamnation fait obstacle à l'inscription au registre national des administrateurs professionnels.

Les deux dispositions seront harmonisées.

Article 31

Article 1244/1 en projet du Code judiciaire

L'article 31 tend à compléter l'article 1244/1 du Code judiciaire en vue d'introduire la règle selon laquelle l'avocat investi du mandat d'administrateur de la personne protégée ne peut pas cumuler ce mandat avec celui d'avocat de cette personne en vue de la représenter dans le cadre de la procédure judiciaire la concernant, visée aux articles 1243 et suivants du Code judiciaire.

Le commentaire de l'article précise que

« [c]ette même incompatibilité est étendue aux avocats du cabinet dont dépend l'avocat-administrateur et ce, pour évacuer toute possibilité de confusion entre ces deux rôles que ce soit de manière directe ou indirecte ».

Le but ainsi poursuivi ne suscite aucune observation.

Par contre la formulation utilisée dans le dispositif en vue d'étendre l'incompatibilité « aux avocats du cabinet » pose problème. En effet, la disposition en projet énonce que l'incompatibilité s'étend aux

« avocat[s] appartenant au même cabinet ou à la même association juridique ou factuelle de cabinets ».

Ces notions sont inappropriées³ ou imprécises et ne correspondent pas à celles communément utilisées. Elles ne visent en outre pas nécessairement tous les collaborateurs de l'avocat administrateur.

Dans un souci de sécurité juridique, il est proposé de modifier comme suit la rédaction du nouveau paragraphe 2 que l'avant-projet propose d'ajouter à l'article 1244/1 du Code judiciaire :

³ Elles sont notamment inappropriées par rapport à la notion de « cabinet ». En effet, chaque avocat a un cabinet qui lui est propre.

L'article 4.1 du Code de déontologie des avocats de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone (Avocats.be, version extranet du 5 décembre 2022, <https://avocats.be/sites/avocatsbe/files/2022-12/05.12.2022-code-deontologie-version-francaise-en-vigueur-au-05.12.2022.pdf>) énonce ainsi ce qui suit :

« Tout avocat a un cabinet principal où il installe son principal établissement. Le cabinet doit permettre l'exercice effectif de la profession d'avocat et répond aux conditions de dignité et de diligence requises ».

L'article 180 du « Codex Deontologie voor Advocaten » de l'Orde van Vlaamse Balies (<https://www.advocaat.be/nl/woordenlijst/deontologie>) contient pour sa part la disposition suivante:

“Een advocaat die meerdere kantoren houdt, heeft zijn hoofdkantoor in het kantoor waar hij hoofdzakelijk zijn beroep uitoefent”.

C'est par une déformation du langage qu'on a utilisé cette notion de « cabinet » ou de « kantoor » pour identifier les groupements ou associations (de fait ou de droit) d'avocats.

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'avocat investi du mandat d'administrateur de la personne protégée ne peut pas être son avocat.

Cette même incompatibilité est étendue aux collaborateurs de l'avocat administrateur et aux avocats exerçant leurs activités en utilisant la même organisation ou structure matérielle que celle de l'avocat administrateur ou aux avocats ayant constitué avec l'avocat administrateur une association de fait ou une société, pour organiser, moyennant le partage de frais, des services facilitant l'exercice de leur profession, avec ou sans partage de leurs honoraires ⁴ ».

Article 33

Article 1249/2, § 3, du Code judiciaire

Il y a lieu de faire de la modification en projet un paragraphe 4 de l'article 1249/2 du Code judiciaire.

Il y a par ailleurs lieu de préciser si la notification est celle de l'ordonnance ou d'un extrait de l'ordonnance ainsi que le délai de notification.

À ce sujet, le fonctionnaire délégué a annoncé que

« la notification d'office de la mise sous protection judiciaire d'un administrateur professionnel au SPF sera insérée dans un § 4 et un délai de notification sera prévu ».

Il est pris acte de cette réponse mais l'auteur de l'avant-projet doit encore prendre attitude sur la question de savoir si la notification porte sur l'ordonnance ou sur un extrait de l'ordonnance.

Articles 34 et 35

1. À l'article 34, alinéa 1^{er}, il y a lieu de remplacer la mention du « registre des acteurs judiciaires » par celle du « registre », c'est-à-dire, conformément à l'article 555/17 en projet du Code judiciaire, le registre national des administrateurs professionnels.

2. L'article 34, alinéa 1^{er}, dispose que

« [t]out administrateur professionnel doit être inscrit dans le registre à partir de la date fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} juillet 2025 ».

La question se pose de savoir si, plutôt que de prévoir une telle disposition, il ne vaudrait pas mieux faire entrer en vigueur à cette date l'article 555/23, § 1^{er}, en projet du Code judiciaire, qui dispose que seules les personnes inscrites au registre peuvent être désignées comme administrateurs professionnels.

L'attention de l'auteur du texte est attirée sur le fait que l'article 5 de l'avant-projet (modification de l'article 496/3 de l'ancien Code civil), lequel, combiné avec l'article 3

⁴ Sur ces différents modes d'exercice en commun de la profession d'avocat, voir l'article 4.17 du Code de déontologie de l'avocat, précité, et l'article 170 van du *Codex Deontologie voor Advocaten* précité.

(modification de l'article 494 de l'ancien Code civil), implique que seuls les administrateurs inscrits au registre peuvent être désignés comme administrateurs professionnels, entre en vigueur le 1^{er} septembre 2024, ce qui ne correspond pas à la date du 1^{er} juillet 2025.

3. La date du 1^{er} septembre 2023 pour l'entrée en vigueur de l'article 9 est peu réaliste : à ce moment, la loi ne sera sans doute pas encore votée, sanctionnée et publiée.

4. Sur ces trois observations, le fonctionnaire délégué a fait état des considérations suivantes :

« Les remarques [...] relatives aux articles 34 et 35 peuvent être suivies.

La référence au registre des acteurs judiciaires sera supprimée dans le texte de l'article.

La date d'entrée en vigueur de l'ensemble des conditions devrait être harmonisée.

La date d'entrée en vigueur de la disposition sur la rémunération devrait être postposée ».

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Aangezien het voorliggend voorontwerp strekt tot het aannemen van nieuwe bepalingen houdende de regeling van het beroep van professionele bewindvoerder, dient de goedkeuring ervan te worden voorafgegaan door een evenredigheidsbeoordeling zoals bepaald in de wet van 27 oktober 2020 ‘betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan de invoering of de wijziging van een beroepsreglementering’.

Daartoe dient de steller van het voorontwerp:

– ervoor te zorgen dat “de bepalingen [van het voorontwerp] direct noch indirect discriminerend zijn op grond van nationaliteit of woonplaats” (artikel 5 van de wet van 27 oktober 2020);

– ervoor te zorgen dat de bepalingen van het voorontwerp “gerechtvaardigd [zijn] uit hoofde van doelstellingen van algemeen belang”, meer bepaald de bescherming van de afnemers van diensten (artikel 6 van de wet van 27 oktober 2020);

– “een evenredigheidsbeoordeling uit [te voeren] overeenkomstig [de artikelen 7 en 8 van de wet van 27 oktober 2020]”, en de bepalingen van het voorontwerp vergezeld te laten gaan van een “toelichting die voldoende gedetailleerd is om op basis ervan de naleving van het evenredigheidsbeginsel te beoordelen” en die moet steunen op “kwalitatieve en, indien mogelijk en relevant, kwantitatieve elementen” (artikel 7, eerste, derde en vierde lid, van de wet van 27 oktober 2020);

– erop toe te zien dat via een enkel federaal portaal “informatie beschikbaar [gesteld wordt] aan burgers, afnemers van diensten en andere relevante belanghebbenden, met inbegrip van degenen die geen beoefenaars zijn van het betrokken beroep” (artikel 9, eerste lid, van de wet van 27 oktober 2020);

– “op gepaste wijze met alle betrokken belanghebbenden [te overleggen] en (...) hen de gelegenheid [te geven] hun standpunten kenbaar te maken” (artikel 10 van de wet van 27 oktober 2020);

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

– openbare raadplegingen te houden wanneer dat nodig en gepast is (artikel 11 van de wet van 27 oktober 2020).

De steller van het voorontwerp moet er bijgevolg op toezien dat deze voorafgaande vormvereisten naar behoren vervuld worden. In dat verband wordt hij er opmerkzaam op gemaakt dat de memorie van toelichting een gedetailleerde toelichting zal moeten bevatten met betrekking tot de evenredigheidsbeoordeling die uitgevoerd moet worden overeenkomstig de artikelen 7 en 8 van de wet van 27 oktober 2020. De memorie van toelichting zou het best ook aldus aangevuld worden om uit te leggen op welke wijze erop toegezien is dat de artikelen 5, 6, 9, 10 en 11 van de wet van 27 oktober 2020 in acht genomen werden.¹

2. Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna de “AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan en, in voorkomend geval, met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In casu wordt met het voorontwerp in meerdere vormen van verwerking van persoonsgegevens voorzien, inzonderheid doordat het een nationaal register van professionele bewindvoerders invoert. De bepalingen die verband houden met dergelijke verwerkingen moeten voorgelegd worden aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De gemachtigde ambtenaar heeft gepreciseerd dat dat advies gelijktijdig met dat van de Raad van State aangevraagd is.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van deze vormvereisten nog andere wijzigingen zou ondergaan dan de wijzigingen die ertoe strekken gevolg te geven aan de opmerkingen die geformuleerd zijn in dit advies, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’, alsnog aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

¹ Zie in dat verband, wat betreft de beroepen in de gezondheidszorg, advies 72.529/2 van 5 december 2022 over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, teneinde de basisverpleegkundige en de klinisch verpleegkundig onderzoeker hierin op te nemen’ (*Parl. St. Kamer 2022-23*, nr. 55-3269/001, 30 tot 35).

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorontwerp strekt ertoe een onderscheid te maken tussen “familiale bewindvoerders” en “professionele bewindvoerders”, die, zoals in de memorie van toelichting staat, van het bewind over beschermde personen “een professionele activiteit” maken, en ervoor te zorgen, zoals eveneens in de memorie van toelichting staat, dat de laatstgenoemden voldoende waarborgen bieden voor de uitoefening van een functie waarbij de bescherming van kwetsbare personen op het spel staat. Professionele bewindvoerders moeten dus beantwoorden aan een aantal voorwaarden om die functie te mogen uitoefenen, wat geconcretiseerd wordt in een opname in het nationaal register van professionele bewindvoerders. Zij dienen zich te houden aan een deontologische code waarvan de inhoud door de Koning zal worden bepaald.

2. In de memorie van toelichting staat dat “de meeste professionele bewindvoerders (...) gereguleerde beroepen [hebben]”. Dat is het geval met advocaten, notarissen en gerechtsdeurwaarders. In de bespreking van artikel 27 van het voorontwerp wordt gesteld dat “(...) niet alle professionele bewindvoerders tot een gereguleerde beroepsgroep [behoren]”. De uitoefening van een gereguleerd beroep is met andere woorden geen voorwaarde om professioneel bewindvoerder te kunnen zijn.

Om in het nationaal register van professionele bewindvoerders opgenomen te kunnen worden en opgenomen te blijven, moeten de kandidaat professionele bewindvoerders en de professionele bewindvoerders inzonderheid “garanties van bekwaamheid, onafhankelijkheid en onpartijdigheid, vereist voor de uitoefening van hun opdracht als bewindvoerder, kunnen voorleggen” en mogen ze “niet het voorwerp zijn geweest van een tuchtsanctie die onverenigbaar is met de uitoefening van de functie van bewindvoerder” (ontworpen artikel 555/23, § 2, eerste lid, 3° en 4°, van het Gerechtelijk Wetboek – artikel 26 van het voorontwerp). Wanneer de gegadigde een gereguleerd beroep uitoefent, wordt de controle van die voorwaarden inzonderheid toevertrouwd aan de organen van het gereguleerde beroep (ontworpen artikel 555/24, § 1, 2°, en 555/25, § 1, derde lid, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek - artikelen 27 en 28 van het voorontwerp). Diezelfde organen leggen de tuchtsancties op wanneer de professionele bewindvoerder een professionele fout begaat (artikelen 456, eerste lid, 460, eerste lid, tweede tot vierde zin, en 555/3 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals die artikelen gewijzigd worden bij de artikelen 12 tot 14 van het voorontwerp).

Op de vraag hoe die aangelegenheden geregeld zullen worden voor een professionele bewindvoerder die geen gereguleerd beroep uitoefent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Comme il est relevé à juste titre, il n'est pas dans les intentions des auteurs du projet de loi d'imposer au titre de condition, l'appartenance à une profession réglementée. Certains administrateurs professionnels, à l'heure d'aujourd'hui n'appartiennent pas (on pense aux administrateurs volontaires formés par des associations qui au regard des dispositions de l'ancien Code civil, appartiennent à la catégorie des administrateurs professionnels) ou plus (avocats honoraires, notaires honoraires, ...) et disposent d'une sérieuse expertise dans ce domaine.

Il existe en effet une différence de traitement selon que l'administrateur professionnel appartient à une profession réglementée (avocat, notaire et huissier) ou pas.

Il existe déjà un lien entre la déontologie des professions réglementées et l'exercice par certains de ses membres d'un mandat de justice (article 2.7 du Code de déontologie de l'avocat de l'[Ordre des barreaux francophones et germanophone] et article 162 du Codex Deontologie voor advocaten de l'[Orde van Vlaamse Balies]). La présente réglementation n'allait pas remettre en cause ce lien, tout en affirmant que ces deux déontologies doivent rester distinctes. Il appartiendra toutefois aux mêmes instances de faire respecter deux codes déontologiques et de prendre certaines sanctions propres, non pas à la profession réglementée mais à la fonction d'administrateur professionnel.

La logique d'un nécessaire lien entre les missions relevant d'une profession réglementée et celles d'administrateur, en maintenant une distinction entre les deux fonctions en raison des intérêts distincts qu'elles assument, est affirmée comme suit :

'Ce contrôle des autorités disciplinaires se comprend. Il est possible qu'un des comportements sanctionnés disciplinairement par ce code le soit aussi par le code déontologique de la profession réglementée à laquelle ils appartiennent. Vu ce qui précède, il paraît opportun de reconnaître de nouveaux pouvoirs de sanction propres à la fonction d'administrateur aux organes disciplinaires de la profession réglementée, de manière à ce qu'ils prennent des décisions cohérentes sur base de tous les éléments pertinents. Ils disposeront désormais d'un pouvoir de sanction disciplinaire relatif à l'inscription de l'administrateur dans le registre des administrateurs professionnels. [...] L'administrateur exerce une mission avec des objectifs et selon des modalités de nature différente. Il est désigné par le juge de paix (articles 496 à 496/3 de l'ancien Code civil). L'administrateur va assister ou représenter la personne protégée dans l'accomplissement de plusieurs actes qu'elle ne peut plus accomplir seule (article 494, b) et c), de l'ancien Code civil). Il ne peut ainsi accomplir un acte juridique ou un acte de procédure que s'il relève de la mesure de protection judiciaire (articles 498/2, alinéas 1er et 2, et 499/1, §§ 1er et 2, de l'ancien Code civil). Il veille à accroître, dans la mesure du possible l'autonomie de la personne protégée (article 497, alinéa 2, de l'ancien Code civil). Il doit respecter autant que possible les principes pour lesquels la personne protégée a opté dans sa déclaration de préférence (article 499/1, § 3, de l'ancien Code civil). Malgré cette mise sous protection judiciaire, un administrateur ne peut pas non plus accomplir certains actes à caractère personnel (article 497/2 de l'ancien Code civil). Certes, ce nouveau code devrait intégrer certains grands principes qu'on retrouve dans le code de déontologie des avocats : les principes de dignité, de probité et de délicatesse qui doivent garantir un exercice adéquat de la profession (article 456, alinéa 1er, du Code judiciaire), mais pas uniquement. En effet, ce Code de déontologie pourrait notamment faire partie des mesures de mise en œuvre des principes d'autonomie et de capacité juridique rappelés dans les articles 4 et 12 de la convention des nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées' (projet de loi relative au statut d'administrateur d'une personne protégée, exposé des motifs, pp. 14, 37 et 38).

Faute pour l'administrateur professionnel n'appartenant pas à pareille profession de pouvoir apporter la preuve de la satisfaction de condition d'aptitude, d'indépendance et d'impartialité par cet avis, elle pourra être apportée par le candidat lui-même. Ces trois conditions pourront également être étayées par l'enquête du SPF sur les causes d'incompatibilité de l'article 496/6 de l'ancien Code civil ou par l'avis du ministère public sur la moralité et l'aptitude professionnelle du candidat demandée auprès du ministère public. Il est possible que l'avis des présidents des juges de paix puisse être éclairant sur leur pratique en particulier lorsque le candidat qui appartient à cette catégorie d'administrateur professionnel a déjà exercé des missions dans l'arrondissement avant que la future loi ne soit en vigueur (par exemple des administrateurs dits 'volontaires' qui sont des administrateurs professionnels sans appartenir à une profession réglementée).

Les administrateurs professionnels qui ne sont ni avocats, ni huissiers, ni notaires, ne sont pas soumis à un contrôle d'instances disciplinaires spécifiques, même si ceux-ci sont tenus de respecter des règles de déontologie spécifiques.

Il n'en demeure pas moins que le non-respect des règles de déontologie peut constituer un indice de manquement grave ou de fraude au sens de l'article 497/8, alinéa 1er, 5°, de l'ancien Code civil ou s'est concrétisé par des faits qui ont donné lieu à une condamnation pénale – ce qui donnera lieu à la réévaluation de l'inscription – avec la possibilité pour le ministre de la Justice ou le fonctionnaire délégué par lui de prendre, à cette occasion, une mesure disciplinaire de suspension d'un an au maximum ou de radiation du [registre national des administrateurs professionnels] (article 555/26, § 2, alinéa 3, du Code judiciaire).

Le pouvoir disciplinaire du ministre de la Justice ou du fonctionnaire délégué par lui évoqué ci-avant ne peut être exercé que vis-à-vis de l'administrateur n'appartenant pas à une profession réglementée. En effet, si tel n'est pas le cas, la discipline des administrateurs professionnels est exercée exclusivement par les instances disciplinaires de la profession dont ils dépendent (exposé des motifs, p. 14). Le ministre de la justice n'est pas en droit de sanctionner disciplinairement une deuxième fois les mêmes faits (manifestation du principe '*non bis in idem*').

Het voorontwerp dient aangevuld te worden met een duidelijke vermelding van de regels die van toepassing zijn op de bewindvoerders die geen gereguleerd beroep uitoefenen om aldus rekening te houden met de verschillen in behandeling die onvermijdelijk voortvloeien uit het feit dat professionele bewindvoerders die ook een gereguleerd beroep uitoefenen onder een bepaalde regeling vallen, die per definitie onbestaande is voor professionele bewindvoerders die geen gereguleerd beroep uitoefenen. Het spreekt voor zich dat die verschillen in behandeling tevens verantwoord moeten kunnen worden in het licht van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

3. In de memorie van toelichting wordt meermaals de uitdrukking “vrijwillige bewindvoerder” of “vrijwillige professionele bewindvoerder” gebezigd.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het adjectief “vrijwillige” weggelaten moet worden wanneer het gaat om een “professionele bewindvoerder”. Daar die uitdrukking niet in het dispositief voorkomt, zou het voor onduidelijkheid kunnen zorgen.

4. In de memorie van toelichting wordt meermaals het begrip “nationaal register van gerechtelijke actoren” gebezigd.

Op de vraag of niet eerder “nationaal register van de professionele bewindvoerders” geschreven dient te worden, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“C'est exact, il existe à l'un ou l'autre [emplacement du texte] une référence au registre national des acteurs judiciaires, ancienne appellation du [registre national des administrateurs professionnels].

→ ces références seront corrigées dans l'exposé des motifs et dans le texte de l'article 34 du projet de loi”.

Die correcties dienen te worden aangebracht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 3

Ontworpen artikel 494 van het Burgerlijk Wetboek

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in om de professionele bewindvoerder te definiëren als volgt:

“c)/2 professionele bewindvoerder: bewindvoerder over de persoon en/of de goederen die niet beantwoordt aan de definitie bedoeld in de bepaling onder c)/1 en die opgenomen is in het nationaal register van professionele bewindvoerders;”.

Artikel 4

Ontworpen artikel 496/2 van het Burgerlijk Wetboek

In de bespreking van artikel 4 wordt gesteld dat omwille van de duidelijkheid werd beslist in het dispositief te expliciteren dat de vrederechter moet weigeren om de aanwijzing van de bewindvoerder te homologeren wanneer deze geschorst werd.

In de ontworpen tekst wordt die precisering evenwel niet vermeld. Daarin is enkel sprake van de weigering van homologatie wanneer geweigerd werd de aangewezen persoon op te nemen in het nationaal register van professionele bewindvoerders of wanneer die opname daarin geschrapt is.

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in het voorontwerp aan te vullen zodat het overeenstemt met de bedoeling van de steller ervan.

Artikel 5

Artikel 496/3 van het Burgerlijk Wetboek

Nadat de wijziging waarvan sprake is in de bepaling onder 2° is aangebracht in artikel 496/3, derde lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, wordt de familiale bewindvoerder alsnog aangewezen

“rekening houdend met de mening van de te beschermen persoon alsook met zijn persoonlijke omstandigheden, de aard en samenstelling van het te beheren vermogen en de gezinstoestand van de te beschermen persoon”.

In het ontworpen vijfde lid wordt bepaald dat de professionele bewindvoerder aangewezen wordt rekening houdend met:

“1° de mening van de te beschermen persoon, zijn persoonlijke omstandigheden, zijn leefomstandigheden en zijn gezinstoestand;

2° de aard en samenstelling van het te beheren vermogen indien de persoon de functie van bewindvoerder over de goederen moet uitoefenen”.

Aangezien het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om gelijkaardige criteria vast te stellen voor de aanwijzing van een familiale bewindvoerder als voor de aanwijzing

van een professionele bewindvoerder, dienen, zoals ook de gemachtigde ambtenaar beaamt, het derde en vijfde lid van artikel 496/3 (en niet artikel 496, zoals ten onrechte vermeld wordt in de bespreking van het artikel, die bijgevolg aangepast dient te worden) op identieke wijze geredigeerd en opgemaakt te worden.

Artikel 6

Ontworpen artikel 496/6 van het Burgerlijk Wetboek

In de bespreking van het artikel wordt het volgende gesteld:

“Hoewel het nieuwe artikel geen afbreuk doet aan het beginsel volgens hetwelk de rechter aan de aanwijzing van een bewindvoerder in een dossier de voorwaarde stelt dat geen van de in dit artikel bedoelde gronden van onverenigbaarheid aanwezig zijn, bepaalt het dat de autoriteit die belast is met de opname van de professionele bewindvoerder in het nationaal register van professionele bewindvoerders, hetzelfde doet op het tijdstip van de indiening van de aanvraag tot opname”.

In het ontworpen artikel wordt evenwel niets gezegd over de weigering van opname van de professionele bewindvoerders in het nationaal register van professionele bewindvoerders om redenen van onverenigbaarheid. Die aangelegenheid wordt geregeld in de ontworpen artikelen 555/23, § 2, eerste lid, en 555/25, § 2, eerste lid, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek.

De bespreking van artikel 6 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 7

Ontworpen artikel 496/7 van het Burgerlijk Wetboek

1. Wat de bepaling onder 1° betreft, rijst de vraag waarom niet ook “op verzoek van de procureur des Konings” wordt vermeld, zoals dat het geval is in de eerste zin van artikel 496/7 van het oud Burgerlijk Wetboek.

De gemachtigde ambtenaar stemt ermee in om het dispositief aldus te wijzigen dat, zoals ook het geval is voor de vervanging van de bewindvoerder of voor de wijziging van de bevoegdheden die aan laatstgenoemde worden verleend, het openbaar ministerie kan verzoeken om diens vervanging wanneer er sprake is van een van de redenen van onverenigbaarheid gegrond op artikel 496/6, eerste lid, van het oud Burgerlijk Wetboek.

2. Het ontworpen artikel 496/7, eerste lid, derde zin, van het oud Burgerlijk Wetboek moet aldus worden aangevuld dat bepaald wordt hoe de vrederechter op de hoogte kan worden gebracht van het feit dat de professionele bewindvoerder niet meer opgenomen is in het nationaal register van professionele bewindvoerders.

3. Wat de bepaling onder 2° betreft, wordt in het ontworpen artikel 496/7, derde lid, van het oud Burgerlijk Wetboek niets gezegd over de inhoud van de vorming die de vrederechter in voorkomend geval aan de familiale bewindvoerder kan opleggen.

Er dient een machtiging te worden verleend aan de Koning om de inhoud daarvan vast te stellen.

Artikel 9

Ontworpen artikel 497/5 van het Burgerlijk Wetboek

1. De ontworpen bepaling strekt tot vervanging van de eerste vier leden van artikel 497/5 van het Gerechtelijk Wetboek, die handelen over de vergoeding van de bewindvoerders.

Terwijl de bepaling die bij het voorontwerp vervangen wordt, voorzag in een vergoeding waarvan het bedrag niet hoger mocht zijn dan drie procent van de inkomsten van de beschermde persoon, staat in de ontworpen bepaling dat de vrederechter aan de bewindvoerder een forfaitaire basisvergoeding van 900 euro kan toekennen alsook, op basis van de inkomsten van de beschermde persoon, een bijkomende forfaitaire vergoeding per jaar en per bewind die overeenstemt met een percentage van zijn vergoeding dat afhankelijk van de betreffende inkomensschijf varieert van 6 tot 8 % van de inkomsten.

In de bespreking van de bepaling wordt het volgende gesteld:

“De vergoeding van de bewindvoerders verschilt vandaag naargelang het arrondissement. Dit artikel heeft, in combinatie met het in dit artikel voorziene koninklijk besluit, dan ook tot doel om een eenvoudig, transparant, uniform en rechtszeker systeem vast te stellen waarbij een eerlijke vergoeding van de professionele bewindvoerder wordt gegarandeerd, zowel wat de vergoeding van de geleverde prestaties en de gemaakte kosten in het kader van het dagelijks beheer van het bewind als van de buitengewone ambtsverrichtingen betreft.

(...)

De nieuwe regeling wenst niet te raken aan de menselijke waardigheid van de beschermde persoon. De vergoeding mag bijgevolg niet raken aan het bedrag van het leefloon voorzien in de collectieve schuldenregeling, met name het bedrag dat met toepassing van de artikelen 1409 [en] 1412 van het Gerechtelijk Wetboek wordt beschermd (zie art. 1675/9, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek). Voor zover de beschermde persoon over onvoldoende inkomsten beschikt om de basisvergoeding te betalen, zou het verschil kunnen worden betaald door het OCMW, op basis van artikel 1 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (OCMW-wet). Dit gebeurt reeds op deze manier in de meeste kantons.

(...)

Op basis van dit progressief tarief krijgt de bewindvoerder dus slechts een vergoeding van zodra de beschermde persoon een hoger inkomen dan 20.000 € per jaar heeft.

Indien het inkomen van de beschermde persoon onder de inkomensschijf van 20.000 EUR/jaar blijft, ontvangt de bewindvoerder een basisvergoeding van 900 EUR per jaar (75 euro/maand). Indien de beschermde persoon een hoger inkomen heeft, komt er hier bovenop een extra vergoeding, nl. een percentage van deze inkomsten.”

Door de vergoeding van drie procent van de inkomsten van de beschermde persoon die door hem verschuldigd was, te vervangen door een forfait van 900 euro zorgt de ontworpen bepaling voor een aanzienlijke stap achteruit wat betreft de sociale rechten van de beschermde persoon. Dat moet in het licht van het in artikel 23 van de Grondwet verankerde standstillbeginsel verantwoord worden. Die wijziging van de regeling kan immers impliceren dat de personen met een laag inkomen – per definitie de categorie waarvoor het forfait geldt – voor het beheer van hun persoon of hun goederen een financiële last opgelegd zullen krijgen die kan verdubbelen of zelfs verdrievoudigen ten opzichte van de last die het gevolg is van die vergoeding van drie procent van hun inkomsten, zoals bepaald in het huidige artikel 497/5 van het Gerechtelijk Wetboek.

Een dergelijke verantwoording is des te meer vereist daar artikel 35 van het voorontwerp *in fine* bepaalt dat artikel 9 in werking zou moeten treden op 1 september 2023² en er voor de lopende bewindvoeringen in geen enkele overgangsbepaling voorzien wordt. Daaruit volgt dat de personen die momenteel onder bewind staan, geconfronteerd kunnen worden met een aanzienlijke verhoging van de financiële last die verbonden is aan hun bewindvoering.

Uit de bespreking van de bepaling blijkt bovendien dat, indien de beschermde persoon niet over voldoende inkomsten beschikt om de basisvergoeding van de bewindvoerder op zich te nemen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn het verschil op zich zouden kunnen nemen. Overeenkomstig het in artikel 143, § 1, van de Grondwet verankerde beginsel van de federale loyaliteit is elke wetgever evenwel verplicht erop toe te zien dat door de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid het voor de andere wetgevers niet onmogelijk of overdreven moeilijk wordt om hun bevoegdheden uit te oefenen. Er zal aangetoond moeten worden dat dit *in casu* niet het geval is aangezien de federale overheid niet meer bevoegd is voor de algemene financiering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat overeenkomstig artikel 497/8 in de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, het volgende geschreven moet worden:

“Na onderzoek en goedkeuring van het verslag bedoeld in de artikelen 498/3, 498/4, 499/14 of 499/17, kan de vrederechter, overeenkomstig artikel 497/8, (voorts zoals in het voorontwerp).”

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 1, derde lid, het volgende geschreven moet worden:

“op basis van de jaarinkomsten van de beschermde persoon, berekend als volgt: (voorts zoals in het voorontwerp).”

4. In de tekst van het voorontwerp dient, indien dit wel degelijk de bedoeling van de steller ervan is, duidelijk vermeld te worden dat de vrederechter:

1° aan de ouder(s) van de beschermde persoon geen vergoeding kan toekennen voor de geleverde prestaties in het kader van het dagelijks beheer van het vermogen van de beschermde persoon;

² Zie evenwel de opmerking nr. 3 bij de artikelen 34 en 35.

2° aan de ouder(s) van de beschermde persoon overeenkomstig paragraaf 2 een vergoeding kan toekennen die in overeenstemming is met de vervulde buitengewone ambtsverrichtingen;

3° de gemaakte kosten in het kader van het dagelijks beheer kan terugbetalen aan de ouder(s) van de beschermde persoon.

Gelet op die wijziging moet de steller van het voorontwerp nagaan of de woorden “Behoudens in uitzonderlijke omstandigheden” aan het begin van paragraaf 4 behouden moeten worden.

Artikel 10

Ontworpen artikel 497/8 van het oud Burgerlijk Wetboek

Artikel 10 bepaalt dat de ernstige aanwijzingen van tekortkomingen of fraude in het beheer van een professionele bewindvoerder aan de FOD Justitie en, in voorkomend geval, aan de stafhouder, aan het auditoraat bedoeld in artikel 533 van het Gerechtelijk Wetboek of aan de Kamer van notarissen meegedeeld moeten worden.

In de bespreking van het artikel wordt gepreciseerd dat

“[d]e aard van die fraude of die tekortkomingen (...) evenwel niet vermeld [wordt] in het register. Enkel het bestaan ervan moet worden meegedeeld.”

Het is de afdeling Wetgeving evenwel niet duidelijk hoe aanwijzingen van fraude of van tekortkomingen meegedeeld zouden kunnen worden zonder de aard van die fraude en die tekortkomingen te vermelden.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bespreking van artikel 10 in overeenstemming gebracht moet worden met de tekst van het ontworpen artikel 497/8 van het oud Burgerlijk Wetboek.

Artikel 20

Ontworpen artikel 555/18 van het Gerechtelijk Wetboek

In het ontworpen artikel 555/18, tweede lid, *in fine*, van het Gerechtelijk Wetboek moet het opschrift van de AVG volledig vermeld worden door er de woorden “(algemene verordening gegevensbescherming)” aan toe te voegen.

Article 22

Ontworpen artikel 555/20 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Uit artikel 36, lid 4, van de AVG, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan, alsook, in voorkomend geval, met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking

tot de verwerking van persoonsgegevens', vloeit voort dat de overheid de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit, moet raadplegen bij het opstellen van een regelgevingsmaatregel die gebaseerd is op een wetgevingsmaatregel in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Los van het feit dat een nationale wetgeving een Europese tekst niet mag bekrachtigen die, zoals de AVG, directe werking heeft in de interne rechtsorde, is het dus overbodig om die verplichting te bevestigen in artikel 555/20, § 1, *in fine*.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 555/21 van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 23 van het voorontwerp).

2. In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, schrijve men “*est tenu*” in plaats van “*est tenue*”.

Artikel 26

Ontworpen artikel 555/23 van het Gerechtelijk Wetboek

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 1 geschreven moet worden “*du ministre de la Justice ou le fonctionnaire délégué par lui*”.

2. In de ontworpen paragraaf 2 worden de voorwaarden bepaald waaraan een kandidaat-professionele bewindvoerder moet voldoen om in het nationaal register van professionele bewindvoerders opgenomen te kunnen worden.

Sommige voorwaarden, met name “een erkende permanente vorming van vier uur tijdens het afgelopen jaar hebben gevolgd” (1°, *in fine*) of “[de deontologische code] naleven voor de duur van de [opname]” (2°, *in fine*), zijn echter niet van toepassing op de kandidaat-professionele bewindvoerder die vraagt om in het register opgenomen te worden, maar wel op de professionele bewindvoerder in functie die vraagt om zijn opname in het register te verlengen.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat overeenkomstig de bedoeling van de steller van het voorontwerp enkel in het ontworpen artikel 555/23, § 2, zowel de voorwaarden betreffende de opname in het register als die betreffende de verlenging van die opname vermeld moeten worden door de inleidende zin aan te passen.

3. De afdeling Wetgeving stelt zich vragen bij de in paragraaf 2, eerste lid, 3°, gestelde voorwaarde van onpartijdigheid van de kandidaat-professionele bewindvoerder, aangezien deze laatste de belangen van de beschermde persoon moet behartigen. Hij moet dus als het ware partijdig zijn ten gunste van de beschermde persoon, wat niet onverenigbaar is met zijn onafhankelijkheid.

De gemachtigde ambtenaar heeft in dat verband het volgende gesteld:

“La remarque appelle la clarification suivante: le commentaire de l'article 26 du projet de loi donne des éclaircissements sur le champ d'application de l'obligation d'indépendance et d'impartialité [et] précise spécifiquement à ce sujet que

‘[l]’administrateur devra présenter également un certain nombre de qualités personnelles qui lui permettront d’exercer son office sous les meilleurs auspices: il devra ainsi être indépendant et impartial. plus précisément, il devra démontrer qu’il agit dans l’intérêt de la personne sans être influencé par les intérêts et la pression des proches ou des personnes tierces.

Il est donc clair qu’il devra être partial vis-à-vis de la personne protégée puisqu’il devra privilégier ses intérêts, ce qui est déjà indiqué dans le texte de l’exposé des motifs actuel.”

Het vereiste van onpartijdigheid zal in de praktijk in het licht van die uitleg toegepast moeten worden.

4. In de bespreking van artikel 26 staat dat

“[d]e bewindvoerder (...) het bewijs [moet] leveren dat hij over de materiële en financiële capaciteiten beschikt om die functie uit te oefenen, waarbij specifiek wordt gedacht aan een beroepsaansprakelijkheidsverzekeringsovereenkomst”.

Van die voorwaarde wordt evenwel geen gewag gemaakt in de tekst van het voorontwerp.

Als het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om het in die zin aan te vullen, zal daarin duidelijk vermeld moeten worden wat hij verstaat onder “materiële en financiële capaciteiten (...) om die functie uit te oefenen”. Zo niet moet de voormelde passage uit de bespreking van het artikel weggelaten worden.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“La remarque (...) peut être suivie.

Cela ne figure pas explicitement dans l’avant-projet mais la preuve des capacités matérielles et financières entre dans le champ de la compétence d’aptitude professionnelle dont il est question au nouvel article 555/23, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code judiciaire.

Comprenez sous le vocable matériel, notamment certaines formes d’investissements humains afin d’assurer des échanges avec la personne protégée et le faire participer à la gestion lorsque c’est possible et éventuellement du personnel pour le seconder dans les missions dont il a été chargé. Comme cela a été précisé dans l’exposé des motifs, les exigences de capacités financières requises sont assez limitées: l’existence d’un contrat d’assurance en responsabilité professionnelle (projet de loi relatif au statut d’administrateur d’une personne protégée, exposé des motifs, commentaire de l’article 26, pp. 46-47).

L’exposé des motifs sera clarifié sur ce point.”

Er lijkt niet mee te kunnen worden volstaan de memorie van toelichting of de bespreking van het artikel aan te vullen om het verschil weg te nemen tussen wat in het dispositief en in de bespreking ervan gesteld wordt over de vragen die rijzen. Het dispositief zelf moet verduidelijkt worden teneinde expliciet te stellen waarin het nagestreefde doel bestaat en ook teneinde duidelijkheid te brengen over de aspecten die in het hierboven aangehaalde antwoord naar voor gebracht worden.

Artikel 27*Ontworpen artikel 555/24 van het Gerechtelijk Wetboek*

1. Uit het ontworpen artikel 555/24, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek lijkt impliciet voort te vloeien dat het de FOD Justitie is die zich uitspreekt over de ontvankelijkheid van de aanvragen tot opname in het register en over het bestaan van een grond voor onverenigbaarheid. In de memorie van toelichting wordt bevestigd dat de ontworpen paragraaf 2 aldus geïnterpreteerd moet worden.

Een dergelijke bevoegdheidstoewijzing is niet aanvaardbaar. Die bevoegdheid moet aan de minister van Justitie zelf verleend worden.

Die opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 555/25, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 28 van het voorontwerp).

2. Luidens de ontworpen paragraaf 2, eerste lid,

“wint de FOD Justitie de inlichtingen in omtrent de gronden van onverenigbaarheden bedoeld in artikel 496/6, eerste lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, omtrent de moraliteit en de beroepsbekwaamheid van de kandidaat bij het openbaar ministerie”.

Die bepaling geeft aanleiding tot verschillende opmerkingen:

a) De vraag rijst of de “moraliteit van de kandidaat” enkel betrekking heeft op de afwezigheid van een veroordeling zoals bedoeld in het ontworpen artikel 555/23, § 2, eerste lid, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, van dezelfde bepaling niet in een moraliteitsvoorwaarde lijkt te voorzien die meer omvat dan de afwezigheid van een veroordeling.

De gemachtigde ambtenaar heeft daarover het volgende verklaard:

“[Cette] remarque [...] appelle les commentaires suivants: l’avis sur la moralité de l’administrateur n’est pas limité à la preuve d’une condamnation pénale. Il participe à l’instruction générale de l’administration sur la satisfaction de l’ensemble des conditions par le candidat administrateur mais dans la limite de ses prérogatives en matière d’enquête.

Cela ne vise pas que les condamnations. Tous les dossiers ouverts à l’encontre d’une personne n’aboutissent pas forcément à une condamnation. Il peut y avoir eu médiation pénale, suspension du prononcé, classement sans suite pour poursuite inopportune, etc.

Le fait qu’il n’y ai pas eu condamnation, ne veut pas dire que des faits incompatibles avec la fonction d’un administrateur, n’ont pas été commis et reconnus.”

De bespreking van de bepaling moet in die zin aangevuld worden.

b) De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat artikel 555/24, § 2, eerste lid, aldus aangepast moet worden dat het openbaar ministerie louter ertoe gemachtigd zal worden informatie te verstrekken over de moraliteit van de kandidaat en niet over zijn beroepsbekwaamheid.

3. In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, tweede zin, wordt gebruikgemaakt van een onnodig fictief gegeven door te stellen dat, indien het advies van de voorzitters van de vrederechters en van de rechters in de politierechtbank van de betrokken arrondissementen niet binnen de voorgeschreven termijn gegeven wordt, het wordt “geacht gunstig te zijn”.

Het volstaat te bepalen dat in dat geval voorbijgegaan wordt aan het vereiste van het betrokken vormvereiste.

4. In paragraaf 3, eerste lid, tweede zin, *in fine*, moet verduidelijkt worden hoe de dag bepaald wordt waarop de daarin vermelde termijn van zeven dagen begint te lopen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 555/26, § 2, derde lid, *in fine* (artikel 29 van het voorontwerp).

Artikelen 27 en 28

Ontworpen artikel 555/24, § 3, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek

Ontworpen artikel 555/25, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek

Uit de voorliggende bepalingen blijkt dat een professionele bewindvoerder voor een periode van twee jaar opgenomen wordt in het register van professionele bewindvoerders en dat die opname voor eenzelfde periode verlengd kan worden indien hij blijft voldoen aan de opnamevoorwaarden.

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat er verschillende opeenvolgende verlengingen van de opname mogelijk zijn.

Dat dient uitdrukkelijk in het voorontwerp vermeld te worden.

Artikel 28

Ontworpen artikel 555/25 van het Gerechtelijk Wetboek

1. In de ontworpen paragraaf 1, derde lid, 2°, wordt bepaald dat het advies van de vertegenwoordiger van het door de “kandidaat-bewindvoerder” uitgeoefende gereguleerde beroep

“[ook] vermeldt (...) of de bewindvoerder in staat lijkt nieuwe dossiers te behandelen”.

Die bepaling geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bewindvoerder en niet de kandidaat-bewindvoerder vermeld moet worden. Zoals hoger uiteengezet, heeft men in geval van een vernieuwing van de opname immers te maken met een professionele bewindvoerder die vraagt om zijn opname te vernieuwen en niet met een kandidaat-professioneel bewindvoerder die vraagt om in het register opgenomen te worden.

b) De vermelding van de bekwaamheid om nieuwe dossiers te behandelen zou alleen zin hebben als die bekwaamheid een voorwaarde zou zijn voor de vernieuwing van de opname. Het voorontwerp voorziet echter niet in een dergelijke voorwaarde.

Belangrijker nog is dat, ingeval de professionele bewindvoerder op het ogenblik dat de vraag tot verlenging van zijn opname onderzocht wordt, niet in staat is nieuwe dossiers te behandelen, de afdeling Wetgeving zich afvraagt waarom zijn vernieuwing geweigerd zou moeten worden: het volstaat om hem gedurende een bepaalde tijd niet meer aan te wijzen.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“C’est justement dans cette hypothèse que la prolongation peut être assortie d’une suspension (art. 555/25, § 2, alinéa 3) qui aura pour effet que l’administrateur ne pourra pas prendre de nouveaux dossiers pendant un certain temps.”

Er wordt akte genomen van die uitleg.

2. In de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, 1°, wordt bepaald dat de minister van Justitie of de door hem gemachtigde ambtenaar gevolg geeft aan de vraag tot vernieuwing van de opname wanneer de bewindvoerder in de afgelopen twee jaar niet het voorwerp geweest is van

“enige in kracht van gewijsde getreden veroordeling, zelfs met uitstel, tot een criminele of correctionele straf, met uitzondering van de veroordelingen voor inbreuk op de regelgeving inzake de politie op het wegverkeer”.

Dat impliceert niet dat een veroordeling automatisch een belemmering vormt voor het verlengen van de opname in het nationaal register van professionele bewindvoerders. Overeenkomstig het ontworpen artikel 555/23, § 2, eerste lid, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek beoordeelt de minister van Justitie immers of de veroordeling “duidelijk geen belemmering vorm[t] voor de uitoefening van de activiteit van professioneel bewindvoerder”. Hieraan moet herinnerd worden in de bespreking van het artikel.

Voorts wordt in het ontworpen artikel 555/23, § 2, eerste lid, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaald dat die beoordeling enkel gebeurt door de minister van Justitie, terwijl het ontworpen artikel 555/25, § 2, derde lid, impliceert dat ze kan gebeuren door de minister van Justitie of door zijn gemachtigde.

Beide bepalingen moeten in overeenstemming gebracht worden.

3. In tegenstelling tot artikel 555/23, § 2, eerste lid, 5° (artikel 26 van het voorontwerp) bevat het ontworpen artikel 555/25, § 2, eerste lid, 1°, niet de woorden “en de veroordelingen die, volgens de minister van Justitie, duidelijk geen belemmering vormen voor de uitoefening van de activiteit van professioneel bewindvoerder”.

De vraag rijst of dezelfde zinsnede ook niet in het ontworpen artikel 555/25, § 2, eerste lid, 1°, vervat moet zijn.

4. In paragraaf 2, derde lid, wordt gewag gemaakt van de mogelijkheid voor de minister van Justitie of de door hem gemachtigde ambtenaar om de verlenging te combineren met een schorsingsmaatregel voor een duur die niet langer mag zijn dan een jaar.

In het voorontwerp dient gepreciseerd te worden in welke gevallen een schorsing gelast kan worden.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat die sanctie enkel opgelegd zal worden wanneer uit het dossier blijkt, onder meer op basis van het advies van de vertegenwoordiger van het gereguleerde beroep, dat de bewindvoerder niet in staat is nieuwe dossiers te behandelen.

Artikel 29

Ontworpen artikel 555/26 van het Gerechtelijk Wetboek

1. Er is een gebrek aan overeenstemming tussen, enerzijds, de ontworpen paragraaf 2, 1°, waarin bepaald wordt dat de professionele bewindvoerder ambtshalve uit het register uitgeschreven wordt door de FOD Justitie wanneer deze laatste kennisneemt van een beslissing die de schorsing bevat of met zich meebrengt en, anderzijds, het ontworpen artikel 555/27, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 30 van het voorontwerp) waarin bepaald wordt dat een geschorste bewindvoerder “(...) opgenomen [blijft] in het register maar (...) niet [kan] worden aangeduid in nieuwe dossiers”. Het is onmogelijk tegelijk uitgeschreven te worden en opgenomen te blijven.

Zo ook is er in paragraaf 2, derde lid, een gebrek aan overeenstemming door te voorzien in de mogelijkheid, voor de minister of de door hem gemachtigde ambtenaar, om een schorsing uit te spreken, terwijl het artikel betrekking heeft op de uitschrijving en de schorsing niet gepaard gaat met een uitschrijving.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende te kennen gegeven om gevolg te geven aan die opmerking:

“[L]e projet de texte supprimera tout lien entre la sanction de suspension et la désinscription puisqu'un administrateur suspendu reste inscrit dans le [registre national des administrateurs professionnels]. Il précisera en revanche que le SPF Justice procédera à la suspension de l'inscription lorsqu'il prendra connaissance d'une décision contenant ou emportant cette suspension.”

2. In paragraaf 2, derde lid, wordt bepaald dat de minister of de door hem gemachtigde ambtenaar onderzoekt of nog steeds aan de voorwaarden voor opname voldaan is, in het bijzonder wat betreft het bestaan van een strafrechtelijke veroordeling. Krachtens het ontworpen artikel 555/23, § 2, eerste lid, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt echter enkel door de minister en niet door de door hem gemachtigde ambtenaar beoordeeld of een veroordeling een belemmering vormt voor de opname in het nationaal register van professionele bewindvoerders.

Beide bepalingen moeten in overeenstemming gebracht worden.

Artikel 31

Ontworpen artikel 1244/1 van het Gerechtelijk Wetboek

Artikel 31 strekt ertoe artikel 1244/1 van het Gerechtelijk Wetboek aan te vullen met het oog op de invoering van de regel dat de advocaat bekleed met het mandaat van bewindvoerder van de beschermde persoon dat mandaat en het mandaat van advocaat van die persoon niet gelijktijdig kan uitoefenen om hem te vertegenwoordigen in het kader van de op hem betrekking hebbende gerechtelijke procedure, zoals bedoeld in de artikelen 1243 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

In de bespreking van het artikel wordt gepreciseerd dat

“[d]ezelfde onverenigbaarheid wordt uitgebreid naar de advocaten van het kantoor waarvan de advocaat-bewindvoerder afhangt, zulks om enige mogelijkheid tot rechtstreekse of onrechtstreekse verwarring tussen die twee rollen te voorkomen”.

Het aldus nagestreefde doel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

De formulering die in het dispositief gebruikt wordt om de onverenigbaarheid uit te breiden “tot de advocaten van het kantoor” doet echter problemen rijzen. De ontworpen bepaling vermeldt immers dat de onverenigbaarheid zich uitstrekt tot de

“advocaat [advocaten] die tot hetzelfde kantoor of juridische of feitelijke vereniging van kantoren behoort [behoren]”.

Die begrippen zijn niet geschikt³ of onduidelijk en stemmen niet overeen met de begrippen die doorgaans gebruikt worden. Bovendien verwijzen ze niet noodzakelijk naar alle medewerkers van de advocaat-bewindvoerder.

Ter wille van de rechtszekerheid wordt voorgesteld om de redactie van de nieuwe paragraaf 2 die het voorontwerp wil toevoegen aan artikel 1244/1 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt te wijzigen:

“§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de advocaat bekleed met het mandaat van bewindvoerder van de beschermde persoon niet zijn advocaat zijn.

Diezelfde onverenigbaarheid wordt uitgebreid tot de medewerkers van de advocaat-bewindvoerder en tot de advocaten die hun activiteiten uitoefenen met gebruikmaking van dezelfde organisatie of dezelfde materiële structuur als die van de advocaat-bewindvoerder of tot de advocaten die samen met de advocaat-bewindvoerder een feitelijke vereniging of een vennootschap opgericht hebben om op kostendelende basis diensten te organiseren die

³ Ze zijn meer bepaald niet geschikt wat betreft het begrip “kantoor”. Elke advocaat heeft immers een eigen kantoor. In artikel 180 van de Codex Deontologie voor Advocaten (<https://www.advocaat.be/nl/woordenlijst/deontologie>) staat in dat verband het volgende:

“Een advocaat die meerdere kantoren houdt, heeft zijn hoofdkantoor in het kantoor waar hij hoofdzakelijk zijn beroep uitoefent.”

Artikel 4.1 van de “Code de déontologie des avocats” van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* (Avocats.be, extranet versie van 5 december 2022, <https://avocats.be/sites/avocatsbe/files/2022-12/05.12.2022-code-deontologie-version-francaise-en-vigueur-au-05.12.2022.pdf>) bepaalt zijnerzijds het volgende:

“Tout avocat a un cabinet principal où il installe son principal établissement. Le cabinet doit permettre l'exercice effectif de la profession d'avocat et répond aux conditions de dignité et de diligence requises.”

Ingevolge een metonymisch gebruik wordt dat begrip “kantoor” of “cabinet” gebezigd om de groeperingen of de verenigingen (feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid) van advocaten aan te duiden.

de uitoefening van hun beroep vergemakkelijken en daarbij al dan niet hun erelonen delen.”⁴

Artikel 33

Artikel 1249/2, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek

De ontworpen wijziging moet paragraaf 4 van artikel 1249/2 van het Gerechtelijk Wetboek vormen.

Voorts dient gepreciseerd te worden of de kennisgeving betrekking heeft op de beschikking of op een uittreksel uit de beschikking en wat de termijn is voor de kennisgeving.

In dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar te kennen gegeven dat

“la notification d’office de la mise sous protection judiciaire d’un administrateur professionnel au SPF sera insérée dans un § 4 et un délai de notification sera prévu”.

Er wordt akte genomen van dat antwoord maar de steller van het voorontwerp moet nog een standpunt innemen over de vraag of de kennisgeving betrekking heeft op de beschikking of op een uittreksel uit de beschikking.

Artikelen 34 en 35

1. In artikel 34, eerste lid, moet geen melding gemaakt worden van het “register voor gerechtelijke actoren” maar wel van het “register”, dat wil zeggen het nationaal register van professionele bewindvoerders, als bedoeld in het ontworpen artikel 555/17 van het Gerechtelijk Wetboek.

2. In artikel 34, eerste lid, wordt bepaald dat

“[e]lke professionele bewindvoerder moet worden opgenomen in het register voor gerechtelijke actoren vanaf de door de Koning vastgesteld[e] datum en uiterlijk op 1 juli 2025”.

De vraag rijst of het in plaats van te voorzien in een dergelijke bepaling niet beter zou zijn om op die datum het ontworpen artikel 555/23, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek in werking te laten treden waarin bepaald wordt dat enkel de in het register opgenomen personen als professionele bewindvoerders aangewezen kunnen worden.

De steller van de tekst wordt erop gewezen dat artikel 5 van het voorontwerp (wijziging van artikel 496/3 van het oud Burgerlijk Wetboek), dat, gelezen in samenhang met artikel 3 (wijziging van artikel 494 van het oud Burgerlijk Wetboek), impliceert dat enkel de in het register opgenomen bewindvoerders als professionele bewindvoerders aangewezen kunnen

⁴ Wat die verschillende samenwerkingsverbanden tussen advocaten betreft, zie artikel 170 van de voornoemde Codex Deontologie voor Advocaten en artikel 4.17 van de voornoemde *Code de déontologie de l’avocat*.

worden, op 1 september 2024 in werking treedt, wat niet overeenstemt met de datum van 1 juli 2025.

3. De datum van 1 september 2023 voor de inwerkingtreding van artikel 9 is weinig realistisch: op dat ogenblik zal de wet wellicht nog niet gestemd, bekrachtigd en bekendgemaakt zijn.

4. Met betrekking tot die drie opmerkingen heeft de gemachtigde ambtenaar gewag gemaakt van de volgende overwegingen:

“Les remarques (...) relatives aux articles 34 et 35 peuvent être suivies.

La référence au registre des acteurs judiciaires sera supprimée dans le texte de l'article.

La date d'entrée en vigueur de l'ensemble des conditions devrait être harmonisée.

La date d'entrée en vigueur de la disposition sur la rémunération devrait être postposée.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT